



Département	Bureau	Date	1	2	3
-------------	--------	------	---	---	---

Destination
Département
Service

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

PROVISOIRE (1) (2)
DÉCLARATION DÉFINITIVE
D'UNE CESSION DE DROITS SOCIAUX

(ART. 248 DE L'ANNEXE II AU C.G.I.)

Cette déclaration doit être établie obligatoirement en euros

1. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA MUTATION ET AUX PARTIES	Cadre réservé au service																								
NATURE DE LA MUTATION (CESSION DE DROITS SOCIAUX, ETC.) :																									
FORME DE L'ACTE : AUTHENTIQUE – SOUS SEING PRIVÉ (2). DATE :																									
LE CAS ÉCHÉANT, NOM ET RÉSIDENCE DE L'OFFICIER MINISTÉRIEL (OU DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE) QUI A REÇU L'ACTE :																									
<table><tr><td>CÉDANT</td><td>TITRE :</td><td>NOM :</td><td>PRÉNOMS (3) :</td></tr><tr><td></td><td>NAISSANCE : DATE (X)</td><td>DÉPART. [][][] (Y) OU PAYS SI ÉTRANGER :</td><td></td></tr><tr><td colspan="4">ÉPOUX, ÉPOUSE, VEUF, VEUVE (2) DE</td></tr><tr><td colspan="4">DOMICILE : N°</td><td>TYPE VOIE :</td><td>LIBELLÉ VOIE :</td></tr><tr><td colspan="4">CODE POSTAL : [][][][]</td><td colspan="2">COMMUNE :</td></tr></table>		CÉDANT	TITRE :	NOM :	PRÉNOMS (3) :		NAISSANCE : DATE (X)	DÉPART. [][][] (Y) OU PAYS SI ÉTRANGER :		ÉPOUX, ÉPOUSE, VEUF, VEUVE (2) DE				DOMICILE : N°				TYPE VOIE :	LIBELLÉ VOIE :	CODE POSTAL : [][][][]				COMMUNE :	
CÉDANT	TITRE :	NOM :	PRÉNOMS (3) :																						
	NAISSANCE : DATE (X)	DÉPART. [][][] (Y) OU PAYS SI ÉTRANGER :																							
ÉPOUX, ÉPOUSE, VEUF, VEUVE (2) DE																									
DOMICILE : N°				TYPE VOIE :	LIBELLÉ VOIE :																				
CODE POSTAL : [][][][]				COMMUNE :																					
<table><tr><td>CESSIONNAIRE</td><td>TITRE :</td><td>NOM :</td><td>PRÉNOMS (3) :</td></tr><tr><td></td><td>NAISSANCE : DATE (X)</td><td>DÉPART. [][][] (Y) OU PAYS SI ÉTRANGER :</td><td></td></tr><tr><td colspan="4">ÉPOUX, ÉPOUSE, VEUF, VEUVE (2) DE</td></tr><tr><td colspan="4">DOMICILE : N°</td><td>TYPE VOIE :</td><td>LIBELLÉ VOIE :</td></tr><tr><td colspan="4">CODE POSTAL : [][][][]</td><td colspan="2">COMMUNE :</td></tr></table>		CESSIONNAIRE	TITRE :	NOM :	PRÉNOMS (3) :		NAISSANCE : DATE (X)	DÉPART. [][][] (Y) OU PAYS SI ÉTRANGER :		ÉPOUX, ÉPOUSE, VEUF, VEUVE (2) DE				DOMICILE : N°				TYPE VOIE :	LIBELLÉ VOIE :	CODE POSTAL : [][][][]				COMMUNE :	
CESSIONNAIRE	TITRE :	NOM :	PRÉNOMS (3) :																						
	NAISSANCE : DATE (X)	DÉPART. [][][] (Y) OU PAYS SI ÉTRANGER :																							
ÉPOUX, ÉPOUSE, VEUF, VEUVE (2) DE																									
DOMICILE : N°				TYPE VOIE :	LIBELLÉ VOIE :																				
CODE POSTAL : [][][][]				COMMUNE :																					
2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LOCAUX REPRÉSENTÉS PAR LES DROITS SOCIAUX CÉDÉS																									
SITUATION (COMMUNE, RUE, NUMÉRO) :																									
SUPERFICIE ET DÉSIGNATION CADASTRALE DU TERRAIN :																									
L'IMMEUBLE EST-IL ACHEVÉ (4) ? OUI – NON (2). A QUELLE DATE ?																									
LE LOCAL REPRÉSENTÉ PAR LES DROITS CÉDÉS EST-IL INTÉGRALEMENT DESTINÉ À L'HABITATION ? OUI – NON (2).																									
• DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE DES ACTIONS OU DES PARTS :																									
• FORME JURIDIQUE :																									
• SIÈGE SOCIAL :																									
• NUMÉRO SIRET DU PRINCIPAL ÉTABLISSEMENT :																									
• NOMBRE D'ACTIONS OU DE PARTS CÉDÉES :		VALEUR NOMINALE :																							
• NUMÉROS DES ACTIONS OU DES PARTS CÉDÉES :																									
• NATURE ET CONSISTANCE DES LOCAUX REPRÉSENTÉS PAR LES ACTIONS OU LES PARTS CÉDÉES (préciser l'étage et le numéro du lot) :																									
• SITUATION LOCATIVE DES LOCAUX : LIBRES – OCCUPÉS PAR L'ACQUÉREUR – LOUÉS (2).																									
JOUISSANCE DU																									
• DATE DE LA SOUSCRIPTION DES ACTIONS OU DES PARTS (ou de leur acquisition) :																									
• SI LES ACTIONS OU PARTS ONT ÉTÉ ACQUISES :																									
– NOM, PRÉNOMS ET ADRESSE DU PRÉCÉDENT PROPRIÉTAIRE :																									
– SI LA TRANSMISSION DE PROPRIÉTÉ A ÉTÉ CONSTATÉE PAR UN ACTE, RÉFÉRENCES À SON ENREGISTREMENT (bureau, date, numéro de la formalité)																									
3. AUTRES RENSEIGNEMENTS																									
CENTRE DES IMPÔTS DONT RELÈVE LE CÉDANT :																									
PRIX DE CESSION ET CHARGES ET MODALITÉS DE PAIEMENT (5)		VALEUR DES DROITS REÇUS EN CONTREPARTIE DES APPORTS EN NATURE, SOMMES VERSÉES POUR L'ACQUISITION DES PARTS (5) (6)	DATE DES APPORTS OU PAIEMENTS																						
.....																							
.....																							
.....																							

4. DÉTERMINATION DE LA BASE D'IMPOSITION		Cadre réservé au service
<div>1. PRIX DE CESSION ET CHARGES, OU VALEUR VÉNALE RÉELLE DES DROITS CÉDÉS → A</div> <div>2. a. Selon le cas :<div><div>– VALEUR NOMINALE DES DROITS SOCIAUX REÇUS en contrepartie des apports en nature effectués par le cédant augmentée, le cas échéant, de la prime d'émission</div><div>– SOMMES VERSÉES PAR LE CÉDANT À LA SOCIÉTÉ pour la souscription desdits droits.</div><div>– SOMMES VERSÉES À UN PRÉCÉDENT ASSOCIÉ pour l'acquisition de ces droits (7)</div></div><div>b. SOMMES VERSÉES À LA SOCIÉTÉ au titre des appels de fonds supplémentaires et sommes qui auraient dû être versées à ce titre par le cédant mais qui sont mises à la charge de l'acquéreur par le contrat de cession</div><div>TOTAL → B</div></div>		
BASE D'IMPOSITION : <i>[Ne portez pas de centimes d'euro (cf. règles d'arrondissement au point 13 de la notice)]</i>		
1. LE PRIX DE CESSION A ÉTÉ FIXÉ HORS TAXE : (A – B) → C		
2. LE PRIX DE CESSION A ÉTÉ FIXÉ TAXE COMPRISE (8) : x (A – B) → C'		
5. LIQUIDATION DE L'IMPÔT (arrondir à l'unité la plus proche) (13)		
DÛ À (9) % SUR (10) → D		
A déduire : TAXE AYANT GREVÉ LES SERVICES RENDUS POUR LA RÉALISATION DE LA CESSION (en donner le détail sur un feuillet annexe) → E		
IMPÔT EXIGIBLE (D – E) → F		
CRÉDIT DE TVA (E – D) → G		
ÉVENTUELLEMENT, IMPÔT DÉJÀ PAYÉ SUR DÉCLARATION PROVISOIRE DU → H		
A VERSER (F – H) → I		
A REMBOURSER [(G + H) OU (H – F)] (11) → J		
		PÉNALITÉS (ÉVENTUELLEMENT)

6. PAIEMENT, DATE, SIGNATURE							
Nom, prénoms, qualité (12) et adresse du signataire (s'il est autre que le redevable) :	MODE DE PAIEMENT • Cocher la case correspondant au mode de paiement utilisé. • Établir le chèque à l'ordre du Trésor public (sans autre indication).						
A _____, LE _____	<table><tr><td></td><td>NUMÉRAIRE</td></tr><tr><td></td><td>CHÈQUE BANCAIRE</td></tr><tr><td></td><td>VIREMENT À LA BANQUE DE FRANCE</td></tr></table>		NUMÉRAIRE		CHÈQUE BANCAIRE		VIREMENT À LA BANQUE DE FRANCE
	NUMÉRAIRE						
	CHÈQUE BANCAIRE						
	VIREMENT À LA BANQUE DE FRANCE						
SIGNATURE :							

1. Le présent imprimé est réservé à la souscription des déclarations afférentes aux CESSIONS DE DROITS SOCIAUX soumises à la taxe sur la valeur ajoutée. Les rédacteurs d'actes sont autorisés à remplacer la première page de l'imprimé par un extrait répondant aux prescriptions de l'article 860 du code général des impôts et fournissant des renseignements identiques à ceux demandés au recto.

Si certains des éléments à retenir pour la liquidation de la base d'imposition ne sont pas exactement connus, une DÉCLARATION PROVISOIRE évaluative peut être souscrite, à condition de régulariser cette situation, dès que possible, par le dépôt d'une déclaration définitive.

La déclaration doit être :

- établie en DOUBLE EXEMPLAIRE ;
- remise au comptable des impôts compétent au moment où l'acte correspondant est soumis à la formalité de l'enregistrement ;
- accompagnée du PAIEMENT DE L'IMPÔT exigible.

2. Rayer la ou les mentions inutiles.

3. S'il existe plusieurs cessionnaires, fournir ces renseignements sur un imprimé intercalaire n° 2651 S. Pour les personnes morales, indiquer la forme juridique et la dénomination.

(x) - N° SIRET du principal établissement pour les personnes morales.

(y) - Le département de naissance est le code du département.

4. Au regard de la taxe sur la valeur ajoutée, un immeuble est considéré comme ACHEVÉ lorsque les conditions d'habitabilité ou d'utilisation sont réunies ou en cas d'occupation, même partielle, des locaux, quel que soit le titre juridique de cette occupation. La date de l'achèvement et la nature de l'événement qui l'a caractérisé sont obligatoirement mentionnées dans les actes constatant les mutations.

5. Préciser si le prix est taxe incluse ou hors taxe.

6. Reporter les sommes inscrites au cadre 4. 2 a et b.

7. Les sommes versées pour l'acquisition ne doivent pas comprendre le montant de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par le cédant à l'acquéreur.

8. Lorsque le prix de cession a été fixé taxe comprise, le coefficient de conversion à utiliser est de 0,836 pour la métropole, 0,925 pour la Corse, 0,921 pour les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

9. Le taux de l'impôt est de 19,6 % en métropole, de 8 % pour la Corse et de 8,5 % pour les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

10. La base d'imposition est celle figurant soit à la ligne C, soit à la ligne C'.

11. Le remboursement de la somme mentionnée au cadre J doit faire l'objet d'une demande auprès du Centre des impôts du lieu de situation des biens. (cf. BOI 13-O-3-94).

12. Représentant de la personne morale débitrice de l'impôt, mandataire (préciser la date du pouvoir et le joindre éventuellement à la déclaration), etc.

13. Les arrondis fiscaux

La base imposable et le montant de l'impôt sont arrondis à l'euro le plus proche. Les bases et cotisations inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles supérieures ou égales à 0,50 euro sont comptées pour 1.